

APPEL A MOBILISATION

LE 21 SEPTEMBRE 2023 A 14H30

Lieu : Place Albert Cohen, 15^{ème} arrondissement

M° Balard, RER Pont du Garigliano

De l'Urgence au Logement, rien ne va plus !

Alors même que le contexte est tendu et complexe : la construction de logements sociaux est en berne, plus de 74 000 ménages reconnus prioritaires au titre du DALO restent en attente de logement, les ménages hébergés sont assignés dans leurs structures d'hébergement faute de logement disponible, le 115 ne parvient plus à mettre à l'abri les personnes en situation de grande vulnérabilité, l'inflation poursuit sa progression... l'État annonce au cœur de l'été une réduction drastique des crédits dédiés à l'hébergement.

Ces restrictions budgétaires annoncées par l'État remettent en question tant le devenir des personnes en situation de vulnérabilité que des associations !

4000 nuitées d'hôtel dédiées à l'hébergement d'urgence en moins en Île-de-France

Cette réduction draconienne conduit à des remises à la rue et à une incapacité à héberger des ménages en situation de vulnérabilité. Le baromètre UNICEF FAS souligne « Dans la nuit du 21 au 22 août, 1 598 personnes en famille qui avaient sollicité le 115 n'ont pas pu être hébergées faute de places disponibles dans les structures d'hébergement pouvant les accueillir. Parmi elles, 827 étaient des enfants, dont 257 de moins de trois ans. »

Cette situation s'accompagne d'injonctions différentes aux SIAO (Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation) selon les départements ; injonctions qui remettent en question l'obligation légale d'inconditionnalité, la continuité de l'accueil et l'équité de traitement de la demande.

Nous refusons collectivement cette « priorisation » demandée des personnes en situation de vulnérabilité qui conduit à laisser en situation de rue des femmes avec enfants, des personnes isolées fragilisées... sur la simple base d'un diktat budgétaire !

Les associations ont été informées, au cœur de l'été, de la réduction de l'ordre de 6% de leurs subventions pour leurs activités liées à l'hébergement d'urgence au titre de l'année 2023

Cette dernière baisse, dans le contexte inflationniste actuel, est celle de trop ! La pérennité même de nos associations à but non lucratif est en jeu !

Plus encore, elle interroge la volonté même du gouvernement de maintenir un filet de sécurité pour les ménages les plus vulnérables leur permettant d'envisager un avenir meilleur.

Nous dénonçons ces baisses budgétaires délétères pour les publics accompagnés, nos salarié.e.s et nos associations ainsi que leurs modalités d'annonces irresponsables et irrespectueuses pour notre secteur.

Nous demandons un niveau de financement des associations permettant d'accueillir, d'accompagner et d'héberger dans des conditions sécurisées et dignes ! Nous demandons à ce que les projets associatifs soient respectés, et à travers, eux, nos salarié.e.s, bénévoles et administrateur.rice.s !

Nous attendons, conformément aux récents propos du nouveau Ministre du Logement, l'ouverture de places supplémentaires d'hébergement de qualité et à hauteur des besoins en progression.

1 demande de logement social sur 10 est satisfaite chaque année

Nous dénonçons l'inaction du gouvernement en matière de production de logement social financièrement accessible et de logement accompagné permettant la fluidité de la rue au logement.

Cette situation est incohérente et inacceptable dans le contexte francilien.

Nous devons tou.t.e.s nous mobiliser le 21 septembre 2023 pour dénoncer ces politiques précarisantes et pensées exclusivement à l'aune des restrictions budgétaires !

